

 <p>PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD</p> <p><i>Liberté Égalité Fraternité</i></p>	<p>Secrétariat général de la zone de défense et de sécurité Sud</p> <p>Secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Sud</p>
--	---

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES
BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert (AOO) pour :

**MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES POUR DES
MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE ET DE COORDINATION DE
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE POUR LA
CONSTRUCTION DU CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE
(CRA) DE BEZIERS (34)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
COMMUN A TOUS LES LOTS**

Référence publique : **SGAMISUD-AOO-2025-03-20**

SOMMAIRE

1	Objet du marché –Dispositions générales	5
1.1	Objet du marché	5
1.2.	Durée des marchés et Délai d'exécution	5
1.3.	Représentation des parties	5
1.4	Les intervenants	5
1.5	Redressement ou liquidation judiciaire	6
1.6	Désignation de sous-traitants en cours de marché	6
2	Pièces contractuelles	7
3	Modalités d'exécution du marché	7
3.1	Informations réciproques des co-contractants	7
3.1.1	Groupement	7
3.1.2	Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage	8
3.1.3	Confidentialité et sécurité	8
3.2	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	9
3.3	Prolongation des délais d'exécution	9
3.4	Courriers - Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage	10
3.4.1	Forme de la notification	10
3.4.2	Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage	10
3.4.3	Effets d'un ordre de service –possibilité pour le titulaire d'émettre des observations	10
3.5	Dossiers à fournir en cours d'exécution de la mission	10
4	Rémunération du titulaire	11
4.1	Caractère forfaitaire du marché	11
4.2	Modalités de révision	11
4.2.1	Mode d'établissement du prix	11
4.2.2	Nature du prix	11
4.2.3	Contenu des prix	11
4.2.4	Forme et variation du prix	12
4.3	Taxe sur la valeur ajoutée	12
5	Modalités de mise en œuvre de la clause sociale	13
5.1	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	13
5.2	La clause sociale d'insertion obligatoire	13
5.3	Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale	13
	Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :	13
	Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :...	13
5.4	Les modalités de mise en œuvre	14
5.5	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion	15
5.6	La globalisation des heures sociales	15
5.7	Les modalités de contrôle	15
5.8	Gestion des données – RGPD	16
6	Utilisation des résultats	17
7	Pénalités- Cession	17
7.1	Pénalités	17
7.2	Cession	19

7.3 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code de travail sur le travail dissimulé.....	19
8 Clause de financement et de sûreté et règlement des comptes au titulaire.....	19
8.1 Avance	19
8.2 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX	19
8.2.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs	20
8.2.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX	20
8.3 Le solde	21
8.3.1 Projet de décompte général – Etat du solde	21
8.3.2 Décompte général.....	21
8.3.3 Acceptation du décompte général par le titulaire.....	22
8.3.4 Décompte général et définitif	22
8.3.5 Contestation sur le montant des sommes dues.....	22
8.4 Délais de paiement.....	22
8.5 Modification des coordonnées	23
9 Réception des prestations.....	23
9.1 Réception des documents remis dans le cadre de l'exécution	23
9.8 Documents à remettre au maître d'ouvrage	23
9.3 Achèvement de la mission.....	23
10 Réalisation de prestations similaires	24
11 Assurances.....	24
12 Différends	24
13 Résiliation du marché.....	24
13.1 Résiliation du marché	24
13.2 Arrêt de l'exécution des prestations.....	25
13.3 Résiliation sur décision du maître d'ouvrage.....	25
14 Droit et langue.....	25
15 Dérogations aux CCAG applicables à l'opération	25

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations intellectuelles pour des missions de contrôle technique et de coordination de sécurité et de protection de la santé pour la construction du centre de rétention administrative (CRA) de Béziers (34).

Lieu(x) d'exécution : avenue Henri Gallinier, 34 500 Béziers

Le présent CCAP s'applique à l'ensemble des marchés publics.

La description des prestations et leurs spécifications sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières CCTP).

La prestation est divisée en 2 lots faisant chacun l'objet d'un marché distinct :

N° de lot	Intitulé du lot
01	Contrôle technique (CT)
02	Coordination de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

1.2. Durée des marchés et Délai d'exécution

Le délai global d'exécution du marché, pour chaque de lot, est de **52 mois** à compter de la date de démarrage des prestations indiquée sur l'ordre de service.

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux du marché global sectoriel (MGS) ou au plus tard après la levée de la dernière réserve du marché de travaux du MPGS, si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

1.3. Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et le donneur d'ordre désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation au donneur d'ordre ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.4 Les intervenants

Le maître de l'ouvrage est : **L'Etat - Ministère de l'Intérieur**

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur est : **Le Préfet de la zone de défense et de sécurité sud**

Le conducteur d'opération est :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud

Direction de l'Immobilier

488, rue de la vieille poste

34056 Montpellier cedex

M. Didier ROUCAYROL

Courriel : didier.roucayrol@interieur.gouv.fr

Les autres intervenants :

- Contrôleur technique

En cours de désignation, objet du présent marché.

- Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

En cours de désignation, objet du présent marché.

- Assistant à maîtrise d'ouvrage

AMEXIA SAS – GROUPE PROJEX

Bâtiment 30, Parc du Golf,

350 rue Jean René Guillibert Gautier de la Lauzière

13290 Aix en Provence

1.5 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.6 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance **signée du titulaire et du sous-traitant**, devra être adressée **simultanément** :

- Par courrier **en original** au :

Le Secrétariat Général pour l'Administration du ministère de l'intérieur sud

Direction de l'immobilier – Pôle Qualité

299 Chemin de Sainte Marthe – CS 90495

13311 MARSEILLE – Cedex 14

A l'attention de M. Didier ROUCAYROL

- Par courriel à :

sgamisud-di-cellulequalite@interieur.gouv.fr

didier.roucayrol@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées aux articles R2193-3 et suivants du CCP.

NB: Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

Défaillance d'un sous-traitant :

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu de présenter immédiatement une autre entreprise à l'agrément du maître d'ouvrage afin que les travaux ne souffrent d'aucun retard, et ceci, sans augmentation du prix.

Pendant cette période, le délai contractuel de réalisation des travaux continue à courir, le titulaire ne pouvant arguer d'un retard lié à ses sous-traitants pour justifier un retard dans la réalisation des prestations.

2 Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par une décision modificative ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- Le mémoire technique ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- La décomposition financière de l'offre (DPGF) et la décomposition du temps prévisionnel d'intervention.

NB : La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des situations et le cas échéant, l'estimation des actes modificatifs. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le prix du marché étant global et forfaitaire, il appartient à l'entrepreneur de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète de l'ouvrage décrit dans les pièces du marché et réalisé dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.

3 Modalités d'exécution du marché

3.1 Informations réciproques des co-contractants

3.1.1 Groupement

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-PI, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, le maître d'ouvrage le met en demeure d'y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le maître d'ouvrage invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l'objet d'un avenant.

3.1.2 Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

3.1.3 Confidentialité et sécurité

- Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ❑ Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celle spécifiées au présent marché,
- ❑ Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- ❑ Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- ❑ A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- ❑ A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

- Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le titulaire constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il l'en informe.

3.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le CCAG-PI s'applique.

3.3 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire, fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier des dispositions du premier alinéa, le titulaire doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai maximum de 20 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision.

Le maître d'ouvrage notifie par écrit au titulaire sa décision dans le délai maximum de 20 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

3.4 Courriers - Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un courrier envoyé via la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) ou d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au titulaire.

3.4.1 Forme de la notification

L'ordre de service est notifié au titulaire via la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE).

3.4.2 Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au titulaire d'engager un élément de mission),
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations du titulaire,
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

3.4.3 Effets d'un ordre de service –possibilité pour le titulaire d'émettre des observations

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours calendaires sous peine de forclusion. Ce délai court à compter de la date de réception de l'ordre de service.

3.5 Dossiers à fournir en cours d'exécution de la mission

Les documents à remettre par le titulaire au cours de l'exécution du marché sont remis sur support dématérialisé, transmis par mail en pièces jointes, au Maître d'ouvrage et aux personnes qui lui seront désignés.

- Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :
 - standard .zip
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - docx ou .xlsx ou .pptx
 - le cas échéant, le format DWF
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif
- Le titulaire est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.
- En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 5 jours. En cas de retard dans la transmission de ce

support, le maître d'ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au titulaire de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

- Le titulaire diffusera ces documents aux intervenants : à l'assistant à Maitrise d'ouvrage, à la maîtrise d'œuvre, aux entreprises, ...etc.

4 Rémunération du titulaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

4.1 Caractère forfaitaire du marché

Les prestations faisant l'objet du marché public sont réglées par un prix global et forfaitaire.

En cas de co-traitance ou de sous-traitance prévue dans l'acte d'engagement initial, le montant et le détail des prestations donnant lieu à paiement direct sera clairement précisé.

En cas de désignation d'un sous-traitant en cours de marché, son acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement seront soumis à la conclusion d'un acte spécial.

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites dans le CCAP et le CCTP du marché.

4.2 Modalités de révision

4.2.1 Mode d'établissement du prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

4.2.2 Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par des prix globaux et forfaitaires dont le libellé est détaillé à l'état des prix forfaitaires.

4.2.3 Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA, sauf mention dans l'acte d'engagement, et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché, notamment, réunions techniques, visites, comités de pilotage.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG PI, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous

les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

- En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

4.2.4 Forme et variation du prix

Le présent marché est passé à prix **révisables**.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de appelé « mois zéro » (M0), mois d'établissement du prix initial.

- L'indice de référence retenu pour la révision de prix est l'indice ING
- La formule de révision de prix appliquée est :

$$\text{Pr} = \text{P0} \times \text{Cr}$$

Dans laquelle :

Pr = prix révisé après application de la formule de révision

P0 = prix initial hors taxes (HT) établi aux conditions économiques de l'offre, au mois zéro

Cr = coefficient de révision

- Le coefficient de révision Cr est donné par la formule :

$$\text{Cr} = 0,15 + (0,85 \times [\text{Im-4} / \text{Imo-4}])$$

Dans lequel I(m-4) et I(m0-4) sont définis comme suit :

- I(m-4) correspond à la valeur prise de l'index ING au mois (m) d'exécution de la prestation moins quatre mois
- I(m0-4) correspond à la valeur prise de l'index ING au mois (m0) défini à l'acte d'engagement moins quatre mois.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur

Les prix ne devront pas dépasser le centième après la virgule.

Il ne sera pas appliqué de révision de prix sur les avenants éventuels.

4.3 Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors taxes.

Les prix TTC du marché incluant la T.V.A évolueront en fonction des éventuelles hausses ou baisses de T.V.A, sans qu'aucune démarche ne soit à accomplir par le pouvoir adjudicateur.

5 Modalités de mise en œuvre de la clause sociale

5.1 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **60 euros par heure** d'insertion non réalisée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à **100 euros par jour de retard** à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse de justifier son absence, une pénalité forfaitaire de **300 euros par absence**.

5.2 La clause sociale d'insertion obligatoire

Maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2111-1, L. 2111-3, L. 2112-2 et L. 2112.4 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots identifiés dans l'annexe n°1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Chaque entreprise qui se verra attribuer un de ces lots, devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

5.3 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées et des entreprises adaptées de travail ;
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - Mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - Salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- ✓ Les personnes en réinsertion après leur période de travail d'intérêt général.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- ✓ **Les demandeurs d'emploi de longue durée** (inscrits à Pôle Emploi depuis plus d'un an dans les 18 derniers mois et ayant travaillé moins de 420h dans les 12 derniers mois d'inscription ou 610h dans les 18 derniers mois) ;
- ✓ **Bénéficiaires de minima sociaux en recherche d'emploi** (revenu de solidarités active (RSA), allocation spécifique de solidarité (ASS), allocation adulte handicapé (AAH), allocation d'insertion (AI), allocation veuvage, ou allocation d'invalidité) ;
- ✓ **Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés**, au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ **Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :**
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ **Demandeurs d'emploi seniors** (plus de 50 ans) ;
- ✓ **Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;**
- ✓ **Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville** éloignés de l'emploi ;
- ✓ **Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire** ;
- ✓ **Personnes rencontrant des difficultés particulières** sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'éligibilité des publics doit être **établie préalablement à leur mise en l'emploi** par la validation du Facilitateur mentionné en 5.5.

5.4 Les modalités de mise en œuvre

Trois solutions sont proposées aux entreprises attributaires :

- La mise à disposition de salariés ;
- L'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché ;
- Le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion.

Dans le cadre de la mise à disposition, l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une association intermédiaire ;
- D'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail) ;
- D'un GEIQ Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification ;
- D'une association intermédiaire.

5.5 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des clauses d'insertion le Maître d'ouvrage s'appuie sur le dispositif d'accompagnement mis en place sur le territoire de l'agglomération Béziers Méditerranée pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion.

Ce dispositif d'accompagnement et de contrôle est incontournable, l'entreprise doit impérativement prendre l'attache de :

Marlène TIRABI
PLIE Béziers Méditerranée
M3e – 9 rue d'Alger – Béziers
04.67.62.69.09
06.70.16.37.44
m.tirabi@pliebeziers.fr

5.6 La globalisation des heures sociales

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion, dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur.

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée au facilitateur. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales :

- si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur

En tout état de cause, cette demande **doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié** et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

5.7 Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit à échéance régulière tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmet au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Sinon le facilitateur doit les obtenir de l'entreprise elle-même. Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider à tout moment de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 5.1 du CCAP.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le facilitateur mentionné à l'article 5.5 du CCAP.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause sociale d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique, ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause sociale d'insertion. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la Directe ou au juge.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

5.8 Gestion des données – RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à PLIE BEZIERS MEDITERRANEE. Ces données seront traitées dans le logiciel « UP Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL. A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. PLIE BEZIERS MEDITERRANEE est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de : - 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée. OU /. ET - dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus.

- en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum. Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : b.pelissier@pliebeziers.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, PLIE Béziers Méditerranée – 9 rue d'Alger 34500 BEZIERS. Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

6 Utilisation des résultats

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG PI.

Lorsque, au titre des prestations à réaliser, le titulaire est conduit à produire des résultats, tels que définis à l'article 32.1 du CCAG PI, il cède à l'acheteur, à titre non-exclusif, sauf les exceptions visées à l'alinéa 8 de l'article 35.2.1 du CCAG, les droits de propriété intellectuelle ou de propriété industrielle qu'il détient, pour les besoins et finalités d'utilisation et selon les modalités définies à l'article 35 du CCAG, précisés le cas échéant ci-dessous ou dans tout autre document particulier du marché.

- Il est entendu que les résultats au sens du présent marché s'entendent également, par dérogation à l'article 35.2, des résultats qui seraient inachevés, qu'ils aient ou non été payés par l'acheteur, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire du marché est un groupement d'opérateurs économiques.
Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par l'acheteur, de ses résultats inachevés, en ne divulguant pas les dits résultats au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer à l'acheteur tous les résultats, prestations et ébauches de prestations réalisés en exécution du marché.
- Par ailleurs, au titre du présent marché, l'acheteur dispose du droit de rétrocéder aux tiers de son choix, en tout ou partie, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des droits cédés dans la limite des besoins découlant du marché.
- En tant que de besoin, et en fonction de l'état de la technique au jour de la signature des présentes, la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, , réseau...

7 Pénalités- Cession

7.1 Pénalités

Les prestations prévues au présent marché sont assorties de délais contractuels qui, s'ils ne sont pas respectés, donnent lieu à l'application de pénalités par la personne publique.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG –PI, toute pénalité constatée sera exigible dès le premier euro.

Il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG PI dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

Le montant total des pénalités ne peut excéder 10% du montant total hors taxes de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée, conformément aux dispositions de l'article 14.1.2 du CCAG PI

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

➤ **Etablissement des documents**

1. Délais

Par dérogation à l'article 28.4 du CCAG PI, le titulaire n'a pas à aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

2. Pénalités

- Pénalités pour retard dans la remise des documents phase conception et réalisation : **150€ / par jour calendaire de retard.**

- Pénalités pour absence à une réunion ou défaut de prestation :
Lorsque le prestataire dûment informé d'une réunion, dont l'ordre du jour appelle une présence de sa part, s'abstient de participer à une réunion, il subit une pénalité de **300 €**.

- Lorsque le titulaire ne participe pas à la réunion de chantier hebdomadaire à laquelle il est convié, il subit une pénalité **de 300 €**.

- Si le titulaire ne réalise pas les visites de chantier prévues au CCTP, il subit une pénalité **de 300 €**.

En cas de non-respect des délais prescrits au CCTP pour la réalisation de ses prestations, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à **150 €**.

➤ **Prolongation des délais d'exécution - Force majeure**

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard). Il ne donne droit à aucune indemnisation.

7.2 Cession

Conformément à l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique, la cession du Marché par le Titulaire, à la suite d'une opération de restructuration du Titulaire initial, ne peut intervenir qu'à la condition que cette cession n'entraîne aucune modification substantielle et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire devra remplir les conditions qui avaient été fixées par le Maître d'ouvrage pour la participation à la procédure de passation du marché initial. En tout état de cause, toute cession du Marché, tout changement du Titulaire du Marché, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation du Maître d'Ouvrage.

7.3 Pénalités en cas de non-respect des dispositions du code de travail sur le travail dissimulé

En cas de non-respect par l'assistant du maître d'ouvrage, des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, il encourt des pénalités dont le montant ne peut dépasser 10 % du montant du marché et ne peut excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

Le montant de la pénalité est fixé à 5 % du montant HT du marché.

8 Clause de financement et de sûreté et règlement des comptes au titulaire

8.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R2191-3 et suivants du CCP. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant minimum du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

Note : le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13.

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

8.2 Dématérialisation du paiement des acomptes via le service EDIFLEX

Le Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur SUD (SGAMI SUD) a souhaité améliorer le traitement des demandes de paiement de ses prestataires et ainsi raccourcir les délais de paiement en utilisant une plateforme de dématérialisation des factures.

Le prestataire de service de la plateforme, retenue par le SGAMI SUD, est EDIFLEX (<https://www.ediflex.com>). Le numéro de téléphone de l'aide en ligne d'EDIFLEX est le 01.44.41.02.24.

Aussi, l'établissement des acomptes ou décomptes du présent marché, leur transmission au SGAMI Sud et les visas nécessaires à leur règlement sont gérés électroniquement via la solution de dématérialisation précitée.

L'accès au système sera possible via une simple connexion Internet, à charge du Titulaire de se munir d'une ligne Internet avec un débit suffisant.

Les frais d'abonnement, d'accès au système, de maintenance sont à la charge du SGAMI SUD. La prestation de formation initiale est à la charge du prestataire (titulaire et, le cas échéant, co-traitants et sous-traitants qui utiliseront l'outil).

Le titulaire s'engage à utiliser le service EDIFLEX conformément à sa destination.

8.2.1 Fonctionnalités pour l'ensemble des acteurs

Le service EDIFLEX permet une information en temps réel sur la chaîne des validations et des montants acceptés et à payer.

Outre la suppression des délais de transmission des factures papiers, EDIFLEX permet également la création d'alertes et de relance, permettant ainsi une réduction des délais de paiement.

Par ailleurs, les situations de paiement sont archivées sur le serveur EDIFLEX pendant toute la durée du marché jusqu'à la date de fermeture du service (à l'issue de l'opération).

Ainsi, les abonnés peuvent récupérer sur leur ordinateur les situations de paiement archivées sur le centre serveur pour les éditer localement.

La confidentialité est garantie par un mot de passe que l'abonné peut changer à tout moment.

8.2.2 Conditions générales d'utilisation du service EDIFLEX

L'utilisation du service EDIFLEX pour échanger des informations avec les autres intervenants a pour but de réduire les délais de circulation et visas des demandes d'acompte. Cet échange dématérialisé présente donc la même valeur juridique que les informations contenues dans une demande d'acompte sur support papier.

Authentification de l'abonné :

L'accès au service EDIFLEX est autorisé par l'attribution d'un code d'accès et d'un mot de passe confidentiels qui impliquent son authentification vis-à-vis des informations qu'il émet.

Emission d'information :

Les informations transmises à travers le service EDIFLEX sont opposables au titulaire jusqu'à preuve d'un dysfonctionnement du service.

Les validations des marchés et des demandes d'acomptes, telles que prévues dans le service EDIFLEX et conformément au circuit de vérification imposé par le SGAMI SUD, valent expression de la volonté de celui qui les a configurées.

**NB : Il est impératif que le titulaire prenne connaissances de l'annexe "convention d'interchange" jointe au présent DCE, laquelle revêt une valeur contractuelle et s'impose dans le cadre du marché.
Celle-ci précise les modalités d'abonnement et conditions d'utilisation du service.**

8.3 Le solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

8.3.1 Projet de décompte général – Etat du solde

Le titulaire établit le projet de décompte général dans un délai maximum de 30 jours. Le projet de décompte général comprend :

1° Le décompte final qui comprend :

- Le forfait de rémunération figurant dans la demande de paiement du solde établie par le titulaire,
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au titulaire conformément à l'article 5 du présent CCAP.

2° La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage,

3° L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final,

4° L'incidence de la TVA

5° L'incidence de la variation des prix appliquée sur l'état du solde (3°)

6° Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

8.3.2 Décompte général

Le projet de décompte général est signé par le représentant du maître d'ouvrage et devient le décompte général.

Le représentant du maître d'ouvrage le notifie au titulaire avant la plus tardive des deux dates

suivantes :

- 40 jours après la date de remise au maître d'ouvrage de la demande de paiement du solde par le titulaire,
- 12 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En cas de non-respect des délais de notification mentionnés ci-dessus, le titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de procéder à la notification du décompte général dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la mise en demeure.

A défaut, en cas de désaccord, le titulaire peut saisir le tribunal administratif compétent.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter la lettre de réclamation mentionnée à 43 du CCAG-PI.

8.3.3 Acceptation du décompte général par le titulaire

Le titulaire dispose d'un délai de 45 jours à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserve, en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si le titulaire ne renvoie pas le décompte général signé dans le délai de 45 jours ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif.

8.3.4 Décompte général et définitif

A compter de la date d'acceptation, sans réserve, du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde. Ce décompte lie définitivement les parties sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

8.3.5 Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 43 du CCAG-PI.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courants à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

8.4 Délais de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours.

Conformément à la Loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile, au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté du nombre de points en vigueur à la date de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement des factures est la date de réception de la demande de paiement constatée par l'administration. Le délai de paiement ne peut

être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

8.5 Modification des coordonnées

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

Chaque changement de RIB, SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.

9 Réception des prestations

9.1 Réception des documents remis dans le cadre de l'exécution

Le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à la vérification et prononcera, le cas échéant, la réception des documents produits par le titulaire dans **un délai maximal de deux mois** à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage ou son représentant, conformément à **l'article 29 du CCAG PI**.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans le délai prévu ci-avant, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-PI, si aucune décision n'est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage ou son mandataire dans le délai de deux mois, la prestation est considérée comme suspendue selon les modalités énoncées à l'article 11 du présent CCAP.

9.8 Documents à remettre au maître d'ouvrage

Les documents seront remis par le titulaire au conducteur d'opération pour vérification et réception, conformément aux dispositifs de l'article 4 du CCTP.

9.3 Achèvement de la mission

Les prestations s'achèveront à l'expiration du délai de garantie ou au plus tard après la levée de la dernière réserve des marchés de travaux si celle-ci a lieu lors de la prolongation du délai de garantie.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations,

dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

10 Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus, ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

11 Assurances

Le titulaire (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée.

Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du titulaire (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

12 Différends

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends relatifs au marché conformément à l'article R2197-1 du CCP.

13 Résiliation du marché

13.1 Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci conformément aux dispositions du CCAG—PI (chapitre 7).

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le

contrat sera résilié aux torts du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique de ne pas reprendre les obligations du titulaire.

Quelle que soit la cause de la résiliation, une liquidation des comptes est effectuée : les sommes restant dues par le Titulaire sont immédiatement exigibles (réfactions, pénalités, exécution de la prestation à la charge du Titulaire défaillant).

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Titulaire en raison de ses fautes.

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché, ceci conformément au chapitre 7 du CCAG-PI.

Le titulaire sera rémunéré de la part de mission accomplie au jour où la décision de résiliation prend effet.

13.2 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage pourra décider aux termes de chacune des parties techniques de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

13.3 Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission d'assistant à maîtrise d'ouvrage sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 29 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue à l'article 33 du CCAG-PI est fixée à 5 % de la partie résiliée du marché.

14 Droit et langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est celui du lieu d'exécution du marché.

15 Dérogations aux CCAG applicables à l'opération

Le présent article prévoit les dérogations au CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, l'éventuelle omission d'une dérogation au CCAG-PI au sein du présent article ne s'oppose pas à l'application de ladite dérogation,

dans la mesure où cette dernière figure dans le présent CCAP, qui prévaut sur le CCAG en cas de contradiction :

CCAP	CCAG Prestation intellectuelle
Art 3	Art 3.5
Art 3.3	Art 13.3
Art 6.1	Art 14-Art 14.1-Art 28.4
Art 27.3	Art 27.3
Art 8	Art 28 et 29
Art 14	Art 1.2